



Assemblée générale

Cinquantième session

20 mai 1995

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997

Titre V

Coopération régionale pour le développement

Chapitre 18 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	1
A. Organes directeurs	4
B. Direction exécutive et administration	6
C. Programme de travail	7
D. Appui aux programmes	49

* Le présent document contient le chapitre 18 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. L'ensemble du projet de budget-programme paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session (A/50/6/Rev.1)*.





Chapitre 18

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Vue d'ensemble

- 18.1 Le mandat de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a été établi par le Conseil économique et social dans sa résolution 106 (VI) des 25 février et 5 mars 1948 et modifié par des résolutions ultérieures. Le programme de travail, qui comporte 14 sous-programmes, a été établi en fonction du programme 33 du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 tel que révisé (A/47/6/Rev.1) et les activités qu'il prévoit sont exécutées au siège de la CEPALC (Santiago), au siège sous-régional pour le Mexique et l'Amérique centrale (Mexico) et au siège du bureau sous-régional pour les Caraïbes (Port of Spain). Certaines activités de fond sont exécutées par les bureaux de la CEPALC à Santa Fé de Bogotá, Brasília, Buenos Aires, Montevideo et Washington.
- 18.2 Les activités menées par la CEPALC portent essentiellement sur l'intégration des pays de la région aux courants économiques internationaux, compte tenu des débouchés qui s'offrent du fait de la mise en place de groupements économiques régionaux et sous-régionaux. Le présent programme de travail — approuvé par la Commission à sa vingt-cinquième session, tenue en avril 1994 — porte une attention particulière à la situation économique des pays de la région, qui se caractérise par une expansion accompagnée d'une relative stabilité des prix, de forts apports de capitaux extérieurs et un certain allègement de la dette.
- 18.3 La libéralisation du commerce, la promotion des exportations, l'austérité budgétaire, la mise en oeuvre de politiques monétaires prudentes et une certaine dérégulation des marchés ont donné lieu à de nouvelles modalités de fonctionnement. Les ajustements nécessaires qui ont marqué les 10 dernières années font place à des accords régionaux et sous-régionaux qui engendrent des problèmes de type nouveau auxquels il s'agit d'accorder une attention toute particulière. Sur le plan social, les problèmes demeurent, aggravés tant par la crise que par les processus d'ajustement qu'il a fallu mettre en place, et les groupes sociaux les plus touchés ne ressentent toujours pas les bienfaits de la croissance et de la relance de l'économie. Étant donné la complexité et l'importance des difficultés auxquelles la région doit faire face, il faudra s'employer davantage à trouver une solution concrète aux problèmes qui se posent. La CEPALC envisage à cette fin des activités qui amèneront les États membres à coopérer dans l'intérêt de tous.
- 18.4 Dans le cadre de l'exécution de son programme de travail, la CEPALC, comme auparavant, agira en coopération et en liaison avec les institutions spécialisées et organismes des Nations Unies tels que la FAO, Habitat, l'ONUDI, le PNUE, la CNUCED et l'OIT, ainsi qu'avec les organes, départements et services organiques du Secrétariat de l'ONU. En outre, elle coordonnera étroitement ses activités avec celles d'organismes sous-régionaux compétents dans les domaines relevant du programme de travail, notamment pour ce qui est de l'intégration économique et de la coopération.
- 18.5 Le montant total des ressources demandées pour l'exercice biennal 1996-1997 fait apparaître une diminution de 1 648 900 dollars (soit 2 %) par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution est le résultat de la réduction de 2 018 200 dollars opérée au titre de la location de locaux à usage de bureau (grâce à une renégociation du bail et à la réduction de la superficie occupée à Mexico), de la création prévue d'un poste de classe P-4 dans le but d'assurer le suivi de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement et de dépenses supplémentaires au titre des communications.

18.6 Les ressources se répartiraient comme suit entre les sous-programmes :

	Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires
	(En pourcentage)	
A. Organes directeurs	1,6	—
B. Direction exécutive et administration	4,9	—
C. Programme de travail	44,3	96,4
D. Appui aux programmes	49,2	3,6
Total	100,0	100,0

Tableau 18.1

Prévisions de dépenses, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Programme	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
A. Organes directeurs	662,3	1 059,0	190,4	17,9	1 249,4	251,8	1 501,2
B. Direction exécutive et gestion	3 136,4	3 764,9	4,0	0,1	3 768,9	683,9	4 452,8
C. Programme de travail	30 857,0	34 215,2	47,9	0,1	34 263,1	5 646,1	39 909,2
D. Appui aux programmes	31 164,2	39 940,3	(1 891,2)	(4,7)	38 049,1	6 733,5	44 782,6
Total	65 819,9	78 979,4	(1 648,9)	(2,0)	77 330,5	13 315,3	90 645,8

 2) *Fonds extrabudgétaires*

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	
	2 186,3	816,0	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	643,2
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	281,0	c) Projets opérationnels :	
	—	—	Banque centraméricaine d'intégration économique	281,0
	2 220,6	1 273,6	Banque de développement des Caraïbes	146,0
	—	50,0	Banque interaméricaine de développement	1 547,2
	1 596,1	2 375,4	OMI	—
	39,5	533,6	PNUD	1 344,2
	—	35,4	PNUE	253,0
	3 961,1	2 577,7	UNESCO	—
	95,1	137,2	FNUAP	260,0
	40,6	21,6	UNICEF	—
	8 648,3	12 723,8	OMS	—
			Sources bilatérales	13 175,9
Total	18 787,6	20 825,3		17 650,5
Total 1) et 2)	84 607,5	99 804,7		108 296,3

Tableau 18.2

Prévisions de dépenses, par objet de dépense
 (En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	53 876,9	62 470,0	248,0	0,3	62 718,0	10 542,8	73 260,8
Autres dépenses de personnel	893,7	1 297,8	15,4	1,1	1 313,2	253,9	1 567,1
Consultants et experts	558,8	746,7	(54,7)	(7,3)	692,0	120,6	812,6
Voyages	1 111,0	1 376,4	60,6	4,4	1 437,0	272,7	1 709,7
Services contractuels	642,6	865,1	30,0	3,4	895,1	173,6	1 068,7
Frais généraux de fonctionnement	6 363,7	9 875,9	(1 918,2)	(19,4)	7 957,7	1 523,2	9 480,9
Fournitures et accessoires	1 036,6	1 204,5	(30,0)	(2,4)	1 174,5	215,0	1 389,5
Matériel	1 208,9	1 143,0	—	—	1 143,0	213,5	1 356,5
Amélioration des locaux	127,7	—	—	—	—	—	—
Total	65 819,9	78 979,4	(1 648,9)	(2,0)	77 330,5	13 315,3	90 645,8

 2) *Fonds extrabudgétaires*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	1996-1997 Montant estimatif
Postes	7 090,4	6 384,8	6 406,2
Autres dépenses de personnel	2 319,8	1 828,9	1 591,0
Consultants et experts	4 647,3	6 898,9	4 559,8
Voyages	762,2	1 304,2	1 014,5
Services contractuels	640,0	969,3	1 208,1
Frais généraux de fonctionnement	722,6	707,8	589,2
Fournitures et accessoires	19,5	48,1	47,0
Mobilier	6,1	—	—
Matériel	323,2	376,6	369,5
Amélioration des locaux	80,8	28,0	28,0
Dépenses diverses	2 175,7	2 278,7	1 837,2
Total	18 787,6	20 825,3	17 650,5
Total 1) et 2)	84 607,5	99 804,7	108 296,3

Tableau 18.3

Postes nécessaires
Unité administrative : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	13	13	—	—	—	—	13	13
P-5	30	30	—	—	7	4	37	34
P-4/3	103	104	—	—	42	32	145	136
P-2/1	34	34	—	—	15	12	49	46
Total	182	183	—	—	64	48	246	231
Autres catégories								
Agents locaux	345	345	—	—	12	8	357	353
Service mobile	3	3	—	—	1	—	4	3
Total	348	348	—	—	13	8	361	356
Total général	530	531	—	—	77	56	607	587

A. Organes directeurs

Tableau 18.4

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Autres dépenses de personnel	278,5	459,4	65,4	14,2	524,8	104,2	629,0
Voyages	352,2	338,1	125,0	36,9	463,1	95,9	559,0
Services contractuels	10,2	30,0	—	—	30,0	5,9	35,9
Frais généraux de fonctionnement	19,5	207,7	—	—	207,7	41,1	248,8
Fournitures et accessoires	1,9	23,8	—	—	23,8	4,7	28,5
Total	662,3	1 059,0	190,4	17,9	1 249,4	251,8	1 501,2

- 18.7 La Commission, qui se réunit tous les deux ans pour une période de deux semaines, tiendra sa prochaine session en 1996. C'est elle qui détermine les grandes orientations de l'action du secrétariat de la CEPALC. Elle a pour organes subsidiaires le Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (session annuelle), le Comité de développement et de coopération des Caraïbes (session annuelle), la Réunion régionale des

ministres et hauts responsables chargés du secteur du logement et de l'urbanisme en Amérique latine et dans les Caraïbes (1996), la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (1997) et la Réunion des présidents de la Conférence (semestrielle), la Réunion des présidents du Conseil régional de la planification de l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ILPES) (session annuelle) et le Comité de coopération économique (1997), qui l'aident à s'acquitter de son mandat. La Commission fait rapport au Conseil économique et social. Le secrétariat de la CEPALC assure le service fonctionnel et technique des sessions de la Commission et de ses organes subsidiaires, ainsi que des autres organes intergouvernementaux et des réunions ministérielles se tenant sous les auspices de la Commission.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Autres dépenses de personnel

- 18.8 Le montant demandé à cette rubrique (524 800 dollars) se répartit comme suit : 467 400 dollars au titre du personnel temporaire pour les réunions, soit une augmentation de 70 400 dollars imputable à la création d'un nouvel organe directeur de la Commission (la Réunion régionale des ministres et hauts responsables chargés du secteur du logement et de l'urbanisme en Amérique latine et dans les Caraïbes) et à un allongement de la durée et une augmentation de la fréquence des réunions se rapportant aux travaux de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes; et 57 400 dollars au titre des heures supplémentaires réalisées par le personnel assurant des services de conférence avant et pendant les sessions des organes intergouvernementaux devant se tenir au cours de l'exercice biennal, soit une diminution de 5 000 dollars, compte tenu des dépenses précédemment enregistrées.

Voyages

- 18.9 Le montant demandé (463 100 dollars) doit couvrir les frais de voyage du personnel devant se rendre aux réunions des organes intergouvernementaux. Il fait apparaître une augmentation de 125 000 dollars, imputable à la création de la Réunion régionale des ministres et hauts responsables chargés du secteur du logement et de l'urbanisme en Amérique latine et dans les Caraïbes et à l'augmentation du nombre des réunions tenues par les présidents de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social.

Services contractuels

- 18.10 Le montant demandé à cette rubrique (30 000 dollars) devrait permettre de couvrir le coût des travaux contractuels d'édition et de traduction de la documentation, en particulier celle présentée aux organes intergouvernementaux.

Frais généraux de fonctionnement

- 18.11 Le montant demandé (207 700 dollars) permettra de couvrir la location de salles de conférence (123 100 dollars) pour la tenue de la vingt-sixième session de la Commission en 1996 et pour les réunions de ses organes subsidiaires tout au long de l'exercice biennal, les frais de communication (48 200 dollars), les réceptions officielles (13 700 dollars) et des services divers se rapportant aux réunions (22 700 dollars).

B. Direction exécutive et administration

Tableau 18.5

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	2 879,6	3 572,0	4,0	0,1	3 576,0	645,4	4 221,4
Consultants et experts	110,6	17,3	—	—	17,3	3,6	20,9
Voyages	146,2	175,6	—	—	175,6	34,9	210,5
Total	3 136,4	3 764,9	4,0	0,1	3 768,9	683,9	4 452,8

Tableau 18.6

Postes nécessaires

Programme : Direction exécutive et administration

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	2	2	—	—	—	—	2	2
P-5	1	2	—	—	—	—	1	2
P-4/3	6	4	—	—	—	—	6	4
P-2/1	—	1	—	—	—	—	—	1
Total	11	11	—	—	—	—	11	11
Autres catégories								
Agents locaux	14	14	—	—	—	—	14	14
Total	14	14	—	—	—	—	14	14
Total général	25	25	—	—	—	—	25	25

18.12 Le Bureau du Secrétaire exécutif assure la direction, la supervision et l'administration générales du secrétariat de la CEPALC dans le cadre de l'exécution des mandats que la Commission lui a confiés et du programme de travail approuvé, en particulier par la Division opérationnelle et de planification des programmes, le secrétariat de la Commission et le service chargé de la *CEPAL Review*. Les montants indiqués ci-dessous se rapportent au Bureau du Secrétaire exécutif à Santiago

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 18.13 Il est proposé de transférer au Bureau du Secrétaire exécutif 11 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 14 postes d'agent local. Un poste P-3 serait transféré au sous-programme 2 (Développement économique) en échange d'un poste P-2, en vue de renforcer l'exécution de ce sous-programme; par ailleurs, un poste P-4 sera transféré au sous-programme 8 (Population) en échange d'un poste P-5.

Consultants et experts

- 18.14 Le montant demandé (17 300 dollars) permettra de s'assurer les services de spécialistes pour la rédaction d'articles à paraître dans la *CEPAL Review* et d'autres publications multidisciplinaires.

Voyages

- 18.15 Le montant demandé (175 600 dollars) doit couvrir les frais de voyage afférents à la participation du Secrétaire exécutif et de ses collaborateurs à des réunions se tenant dans la région ou ailleurs, à des consultations avec les gouvernements et aux réunions d'organes intergouvernementaux et non gouvernementaux, et permettre de coordonner les activités de la CEPALC avec celles d'autres organismes des Nations Unies.

C. Programme de travail

- 18.16 Le programme de travail de la CEPALC, qui a été établi en fonction du programme 33 (Coopération régionale pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes) du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 tel que révisé, comporte 14 sous-programmes. Douze d'entre eux seront exécutés à Santiago, un autre au siège sous-régional de Mexico et un au siège sous-régional de Port of Spain.

Tableau 18.7

Prévisions de dépenses, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Programme	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
C. Programme de travail							
1. Alimentation et agriculture	554,8	682,5	—	—	682,5	123,2	805,7
2. Développement économique	5 506,1	5 995,4	17,4	0,2	6 012,8	1 098,8	7 111,6
3. Planification économique et sociale	2 157,0	1 837,2	—	—	1 837,2	335,7	2 172,9
4. Développement industriel, scientifique et technique	1 559,2	1 618,1	21,4	1,3	1 639,5	300,4	1 939,9
5. Commerce international et financement du développement	2 655,9	2 697,4	—	—	2 697,4	491,4	3 188,8
6. Ressources naturelles et énergie	1 724,5	2 502,9	—	—	2 502,9	425,7	2 928,6
7. Environnement et établissements humains	731,7	1 305,1	(21,0)	(1,6)	1 284,1	238,1	1 522,2
8. Population	2 471,0	1 706,0	(36,4)	(2,1)	1 669,6	305,6	1 975,2
9. Développement social	1 987,7	2 396,7	(104,5)	(4,3)	2 292,2	421,5	2 713,7
10. Statistiques et projections économiques	3 293,8	3 799,5	—	—	3 799,5	693,7	4 493,2
11. Transports	1 272,5	1 295,0	—	—	1 295,0	238,5	1 533,5
12. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale	4 393,1	5 193,2	51,5	0,9	5 244,7	462,2	5 706,9
13. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	2 549,7	2 985,7	119,5	4,0	3 105,2	473,0	3 578,2
14. Intégration et coopération régionales	—	200,5	—	—	200,5	38,3	238,8
Total	30 857,0	34 215,2	47,9	0,1	34 263,1	5 646,1	39 909,2

Tableau 18.7 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	281,0	c) Projets opérationnels :	281,0
	—	—	Banque centraméricaine d'intégration économique	146,0
	2 220,6	1 273,6	Banque de développement des Caraïbes	1 547,2
	—	50,0	Banque interaméricaine de développement	—
	1 596,1	2 375,4	OMI	1 344,2
	39,5	533,6	PNUD	253,0
	—	35,4	PNUE	—
	3 961,1	2 577,7	UNESCO	—
	95,1	137,2	FNUAP	260,0
	40,6	21,6	UNICEF	—
	8 648,3	12 723,8	OMS	—
			Sources bilatérales	13 175,9
Total	16 601,3	20 009,3		17 007,3
Total 1) et 2)	47 458,3	54 224,5		56 916,5

Tableau 18.8

Postes nécessaires

Programme de travail

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	10	10	—	—	—	—	10	10
P-5	23	22	—	—	7	4	30	26
P-4/3	75	78	—	—	40	32	115	110
P-2/1	22	21	—	—	15	12	37	33
Total	130	131	—	—	62	48	192	179
Autres catégories								
Agents locaux	122	122	—	—	—	—	122	122
Total	122	122	—	—	—	—	122	122
Total général	252	253	—	—	62	48	314	301

18.17 Les ressources se répartiraient comme suit entre les sous-programmes :

	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extra- budgétaires</i>
	<i>(En pourcentage)</i>	
Sous-programme 1		
Alimentation et agriculture	2,0	1,8
Sous-programme 2		
Développement économique	17,5	22,7
Sous-programme 3		
Planification économique et sociale	5,4	13,4
Sous-programme 4		
Développement industriel, scientifique et technique	4,8	4,1
Sous-programme 5		
Commerce international et financement du développement	7,9	3,3
Sous-programme 6		
Ressources naturelles et énergie	7,3	0,3
Sous-programme 7		
Environnement et établissements humains	3,7	8,4
Sous-programme 8		
Population	4,9	18,1
Sous-programme 9		
Développement social	6,7	10,9
Sous-programme 10		
Statistiques et projections économiques	11,0	1,3
Sous-programme 11		
Transports	3,8	1,1
Sous-programme 12		
Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale	15,3	4,6
Sous-programme 13		
Activités sous-régionales dans les Caraïbes	9,1	10,0
Sous-programme 14		
Intégration et coopération régionales	0,6	0,0
Total	100,0	100,0

L'Assemblée générale a décidé d'accorder la priorité au sous-programme 2.

Sous-programme 1 Alimentation et agriculture

Tableau 18.9

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	554,8	682,5	—	—	682,5	123,2	805,7
Total	554,8	682,5	—	—	682,5	123,2	805,7

2) *Fonds extrabudgétaires*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
—	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
—	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
—	—	—	b) Activités de fond	—
182,8	461,4	—	c) Projets opérationnels :	299,3
—	—	—	Sources bilatérales	—
Total	182,8	461,4		299,3
Total 1) et 2)	737,6	1 143,9		1 105,0

Tableau 18.10

Postes nécessaires

Programme : Alimentation et agriculture

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	1	1	—	—	2	1	3	2
P-2/1	1	1	—	—	1	2	2	3
Total	3	3	—	—	3	3	6	6
Autres catégories								
Agents locaux	2	2	—	—	—	—	2	2
Total	2	2	—	—	—	—	2	2
Total général	5	5	—	—	3	3	8	8

- 18.18 Le sous-programme 1 vise à favoriser des consultations sur les effets des politiques d'ajustement, de l'ouverture sur l'extérieur et du resserrement des liens avec les marchés internationaux sur les industries agricoles; à analyser l'impact du rôle accru du secteur agricole dans les marchés internationaux sur les secteurs public et privé; et à évaluer l'évolution récente du marché foncier agricole, l'accent étant mis sur les effets qu'elle a eus sur la promotion de petites exploitations rurales.
- 18.19 Les activités prévues au cours de l'exercice biennal 1996-1997 porteront plus particulièrement sur le renforcement d'un développement rural allant non seulement dans le sens d'un essor agricole mais également dans celui d'un progrès économique et social, notamment dans les domaines de l'infrastructure, de l'industrie et du commerce.

Activités

1. Publications

Publications non périodiques. i) Effets des politiques d'ajustement, de l'ouverture sur l'extérieur et du resserrement des liens avec les marchés internationaux; et ii) nouveaux rôles de l'État et du secteur privé dans la promotion de la participation du secteur agricole à l'économie mondiale.

2. Activités opérationnelles

Projet régional sur les politiques du marché foncier agricole et la promotion de petites exploitations rurales (fonds extrabudgétaires).

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 18.20 Il est proposé d'affecter trois postes d'administrateur et deux d'agent local à ce sous-programme.

Sous-programme 2 Développement économique

Tableau 18.11

Prévisions de dépenses, par objet de dépense (En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	5 361,7	5 804,8	17,4	0,2	5 822,2	1 063,5	6 885,7
Consultants et experts	75,5	86,1	—	—	86,1	14,4	100,5
Voyages	68,9	104,5	—	—	104,5	20,9	125,4
Total	5 506,1	5 995,4	17,4	0,2	6 012,8	1 098,8	7 111,6

Tableau 18.11 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	281,0	c) Projets opérationnels :	281,0
	337,2	674,8	Banque centraméricaine d'intégration économique	1 036,3
	2 650,0	3 603,9	PNUD	2 545,0
			Sources bilatérales	
Total	2 987,2	4 559,7		3 862,3
Total 1) et 2)	8 493,3	10 555,1		10 973,9

Tableau 18.12

Postes nécessaires

Programme : Développement économique

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	6	6	—	—	2	—	8	6
P-4/3	11	12	—	—	7	4	18	16
P-2/1	4	3	—	—	3	1	7	4
Total	22	22	—	—	12	5	34	27
Autres catégories								
Agents locaux	21	21	—	—	—	—	21	21
Total	21	21	—	—	—	—	21	21
Total général	43	43	—	—	12	5	55	48

- 18.21 La Division du développement économique mènera les activités prévues au titre du présent sous-programme, aidée en cela par les sièges sous-régionaux de la CEPALC et les bureaux de Buenos Aires, Brasilia et Montevideo. Le sous-programme comprend également les activités du Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES).
- 18.22 Au cours de l'exercice biennal 1996-1997, les activités porteront essentiellement sur i) l'analyse à court terme de l'économie des pays de la région; et ii) l'analyse des stratégies de développement, l'accent étant mis tout particulièrement sur les politiques économiques favorisant l'épargne et l'investissement, face aux bouleversements externes provoqués par les termes de l'échange et les flux financiers. Elles porteront également sur l'étude des politiques macro-économiques et budgétaires visant à rétablir ou à renforcer la stabilité macro-économique, l'accent étant mis sur l'analyse des effets distributifs de l'évolution des schémas de production et des ajustements externes et internes.

- 18.23 Les activités prévues par le CLADES seront axées sur la gestion de l'information aux fins du développement dans le contexte des nouvelles percées enregistrées dans le domaine de l'industrie de l'informatique.

Activités

1. Publications

- a) *Huit publications périodiques.* i) *Economic Survey of Latin America and the Caribbean* (2); ii) *Economic Panorama of Latin America* (2); iii) *Preliminary Overview of the Economy of Latin America and the Caribbean* (2); et iv) *Temas especiales de desarrollo* (2);
- b) *Six publications non périodiques.* i) Politiques économiques favorisant l'épargne, l'investissement et le renforcement de la capacité de production et stratégies visant à rendre écologiquement viables des schémas de production socialement équitables; ii) stratégies et politiques de développement basées sur les exportations face aux bouleversements externes provoqués par les flux commerciaux et financiers; iii) politiques macro-économiques et budgétaires; iv) effets distributifs de l'évolution des schémas de production et des ajustements externes et internes; et v) information aux fins du développement (2);
- c) *Supports techniques.* Développement et mise à jour d'une banque de données portant sur divers domaines liés au développement économique, indicateurs macro-économiques du Brésil et de l'Argentine, et élaboration et diffusion de l'information traitée par le CLADES.

2. Groupes spéciaux d'experts

Trois réunions d'experts. i) Politiques favorisant l'épargne, l'investissement et le renforcement de la capacité de production; ii) stratégies et politiques de développement basées sur les exportations pour amortir les chocs externes, et iii) résultats de l'exploitation de l'information aux fins du développement.

3. Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)

- a) *Services consultatifs.* Définition des moyens d'action en faveur de l'épargne, de l'investissement et du renforcement de la capacité de production; et exploitation de l'information;
- b) Formation de groupe à l'exploitation de l'information (2);
- c) Projets régionaux sur la politique budgétaire et sa décentralisation; la qualité, l'efficacité et l'utilité de la formation technique et professionnelle; la bonne gestion des affaires publiques, l'égalité et la réforme de l'État.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 18.24 Les effectifs prévus se répartissent comme suit : 22 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 21 postes d'agent des services généraux. Il est proposé, pour renforcer l'élaboration d'études sur les politiques économiques, de transférer un poste P-2 à la rubrique Direction exécutive et administration, en échange d'un poste P-3.

Consultants et experts

- 18.25 Les ressources prévues à cette rubrique (86 100 dollars) permettront de s'assurer les services d'experts (38 000 dollars) nécessaires à la réalisation d'études et à l'établissement de publications et pour les trois réunions de groupes spéciaux d'experts (48 100 dollars) mentionnées ci-dessus.

Voyages

- 18.26 Les ressources prévues à cette rubrique (104 500 dollars) couvriront la participation aux réunions du Comité de la planification du développement et la collecte des données nécessaires à l'établissement de documents et de publications.

Sous-programme 3

Planification économique et sociale

Tableau 18.13

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	2 140,0	1 817,2	—	—	1 817,2	331,8	2 149,0
Consultants et experts	3,0	—	—	—	—	—	—
Voyages	14,0	20,0	—	—	20,0	3,9	23,9
Total	2 157,0	1 837,2	—	—	1 837,2	335,7	2 172,9

2) *Fonds extrabudgétaires*

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997
				Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	72,7	68,5	c) Projets opérationnels :	
	40,6	21,6	PNUD	—
	1 514,5	1 874,2	OMS	—
	638,3	407,0	ILPES	2 273,0
			Sources bilatérales	—
Total	2 266,1	2 371,3		2 273,0
Total 1) et 2)	4 423,1	4 208,5		4 445,9

Tableau 18.14

Postes nécessaires
Programme : Planification économique et sociale

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	3	3	—	—	6	5	9	8
P-2/1	—	—	—	—	4	2	4	2
Total	5	5	—	—	10	7	15	12
Autres catégories								
Agents locaux	9	9	—	—	—	—	9	9
Total	9	9	—	—	—	—	9	9
Total général	14	14	—	—	10	7	24	21

- 18.27 Les activités du présent sous-programme, exécutées par l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ILPES), visent à fournir aux États Membres les services dont ils ont besoin dans les domaines de la planification et de la coordination des différentes politiques économiques et sociales (services consultatifs, formation et recherche appliquée).
- 18.28 Les activités prévues au titre de la programmation du secteur public seront axées sur les politiques de restructuration de l'État et leurs conséquences pour ce qui est de la gestion stratégique de l'allocation des ressources publiques, tandis que dans le domaine des politiques et projets sociaux, l'accent sera mis sur les divers aspects de la décentralisation des services sociaux, en particulier sur la capacité de gestion, la «gérabilité», ainsi que sur la décentralisation et les administrations locales. Les activités visant à établir des méthodes et des instruments de gestion du développement se poursuivront dans le domaine de la planification et des politiques régionales et une attention toute particulière sera accordée à la participation de la région au commerce international de produits à forte valeur ajoutée, dans un contexte d'équité sociale et de participation grandissantes.
- 18.29 Les activités porteront également sur des questions telles que les projets d'investissement, la gestion des investissements, et la promotion de la coopération entre organismes de planification d'Amérique latine et des Caraïbes.

Activités

1. Publications

- a) *Quatorze publications non périodiques.* i) Programmation pluriannuelle de la politique budgétaire; ii) résultats enregistrés dans l'établissement de cadres réglementaires pour la prestation de services publics par le secteur privé; iii) critères d'une bonne gestion; iv) «gérabilité» (2); v) gestion municipale (2); vi) compétitivité internationale comme moyen d'attirer investissements et technologie; vii) la notion de «régions virtuelles» dans le développement de régions ouvertes; viii) études comparatives des modèles de gestion régionale; ix) méthode d'identification, d'élaboration et d'évaluation de projets sociaux; et x) guide méthodologique pour l'analyse des effets macro-économiques des investissements publics; et xi) problèmes qui se posent actuellement dans le domaine de la planification économique et sociale (2).

2. *Services fonctionnels*

Des services fonctionnels et techniques seront fournis aux réunions du Conseil régional de la planification de l'ILPES et de son bureau (2); et à la dixième Conférence des ministres et des responsables de la planification d'Amérique latine et des Caraïbes.

3. *Groupes spéciaux d'experts*

Dix réunions de groupes spéciaux d'experts. i) Gestion stratégique de l'État et des budgets publics; ii) résultats des réformes économiques entreprises dans les pays de la région; iii) capacité de gestion (2); iv) décentralisation et administration locale (2); v) organes de développement régional; vi) gestion du développement régional; vii) nouvelles méthodes d'évaluation sociale des projets; et viii) banques de projets et planification des investissements.

4. *Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)*

- a) *Services consultatifs.* Questions liées à la programmation des activités du secteur public, coordination des politiques sociales prises au niveau local avec les décisions prises au niveau national; processus de restructuration de l'État et de prise de décisions basé sur un vaste consensus social; décentralisation et pouvoirs locaux; planification et politiques régionales; systèmes nationaux de planification des investissements; méthodes d'élaboration, d'évaluation, de suivi et de contrôle des projets; et programmes de formation dans les domaines pertinents;
- b) *Formation de groupe.* Réformes économiques et gestion publique stratégique (3); gestion municipale (2); projet LIDER (atelier intégré pour l'élaboration de stratégies régionales) (3); et planification des investissements et évaluation de projets (3).

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 18.30 Il est proposé de continuer à financer cinq postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et neuf postes d'agent local au titre de ce sous-programme.

Voyages

- 18.31 Les ressources demandées à cette rubrique (20 000 dollars) doivent servir à couvrir les frais de voyage en rapport avec la coopération avec d'autres organisations et la collecte des données nécessaires à l'établissement de publications et d'études.

Sous-programme 4

Développement industriel, scientifique et technique

Tableau 18.15

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	1 513,0	1 514,9	21,4	1,4	1 536,3	280,0	1 816,3
Consultants et experts	35,4	53,9	—	—	53,9	10,8	64,7
Voyages	10,8	49,3	—	—	49,3	9,6	58,9
Total	1 559,2	1 618,1	21,4	1,3	1 639,5	300,4	1 939,9

2) *Fonds extrabudgétaires*

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	523,7	355,4	c) Projets opérationnels :	
	—	94,8	PNUD	122,5
	22,9	328,5	Banque interaméricaine de développement	75,0
			Sources bilatérales	505,7
Total	546,6	778,7		703,2
Total 1) et 2)	2 105,8	2 396,8		2 643,1

Tableau 18.16

Postes nécessaires
Programme : Développement industriel, scientifique et technique

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	—	1	—	—	1	—	1	1
P-4/3	4	3	—	—	2	2	6	5
P-2/1	1	1	—	—	1	—	2	1
Total	6	6	—	—	4	2	10	8
Autres catégories								
Agents locaux	5	5	—	—	—	—	5	5
Service mobile	—	—	—	—	1	—	1	—
Total	5	5	—	—	1	—	6	5
Total général	11	11	—	—	5	2	16	13

- 18.32 L'objectif global de ce sous-programme est d'aider les gouvernements de la région à formuler des politiques visant à développer la capacité de leur pays à acquérir, adapter et diffuser les meilleures techniques et pratiques actuellement disponibles et, par là même, acquérir des avantages comparatifs fondés sur leurs propres processus d'innovation et renforcer ces avantages.
- 18.33 Dans le cadre des activités prévues au titre du présent sous-programme et menées avec la collaboration de l'ONUDI, on continuera à prêter une attention particulière aux tendances de l'activité industrielle, scientifique et technique dans la région et à aider les pays à mettre au point des stratégies de développement industriel leur permettant de devenir et de rester compétitifs sur le marché international, à concevoir et à promouvoir des politiques d'acquisition et de diffusion des innovations technologiques et à formuler des politiques en faveur du renforcement des rapports entre les secteurs et entre grandes, moyennes et petites entreprises ainsi qu'entre le système de production et l'infrastructure technologique.
- 18.34 Le sous-programme aura également pour objectif d'intégrer le secrétariat dans un réseau régional regroupant les principaux centres nationaux de recherche sur la restructuration et la compétitivité industrielle, dans le but de mener des analyses comparatives et globales sur les différentes expériences en matière d'élaboration de stratégies de développement industriel et technique.

Activités

1. Publications

- a) *Publication périodique. Industrialización y Desarrollo Tecnológico* (4);
- b) *Sept publications non périodiques.* i) Modes d'industrialisation en Amérique latine et dans les Caraïbes; ii) analyse d'expériences en matière d'exportations non traditionnelles; iii) stratégies et politiques de renforcement de la compétitivité sur le plan international; iv) acquisition et transfert de technologie; v) politiques de diffusion de techniques et pratiques en matière d'organisation et de production; vi) politiques sectorielles relatives à la conception de produits et aux normes de qualité; et vii) politiques visant à favoriser les rapports entre l'infrastructure technologique et le système de production.

2. *Groupes spéciaux d'experts et travaux préparatoires connexes*

Trois groupes spéciaux d'experts. i) Tendances de l'industrialisation, du progrès technique et de la compétitivité sur le plan international en Amérique latine et dans les Caraïbes; ii) facteurs de développement de nouvelles exportations non traditionnelles et études de propositions visant à accélérer ce développement; et iii) progrès accomplis dans l'application de politiques d'acquisition, de diffusion et de mise en oeuvre d'innovations techniques dans les pays de la région.

3. *Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)*

- a) *Services consultatifs.* Développement industriel, scientifique et technique; stratégies de politique industrielle visant à renforcer la compétitivité sur le plan international; formulation de politiques d'acquisition, de diffusion et de mise en oeuvre d'innovations techniques; et rapports entre les secteurs, les entreprises, l'infrastructure technologique et le système de production;
- b) Formation de groupe en matière de développement industriel et technique.

4. *Coordination, harmonisation et liaison*

Liaison et coopération avec des organes et des organismes du système des Nations Unies qui oeuvrent dans les domaines des stratégies et politiques de développement industriel et technique, tels que la Banque mondiale et l'ONUDI, avec d'autres organisations intergouvernementales comme la Banque interaméricaine de développement et l'OCDE, et avec des organisations non gouvernementales.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 18.35 Six postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et cinq postes d'agent local seront affectés à ce sous-programme. Il est proposé de transférer un poste P-5 du sous-programme 9, Développement social, au sous-programme 4, en échange d'un poste P-4, afin de pouvoir renforcer la capacité du sous-programme en matière d'analyse du développement technique et formuler des propositions pour la modernisation des méthodes de production.

Consultants et experts

- 18.36 Les ressources prévues (53 900 dollars) doivent permettre de s'assurer les services d'experts (11 300 dollars) qui contribueront à l'élaboration de l'analyse comparative des expériences réussies en matière d'exportations non traditionnelles, et de financer trois réunions de groupes spéciaux d'experts (42 600 dollars).

Voyages

- 18.37 Le montant de 49 300 dollars prévu à ce titre couvrira le coût des missions de collecte des données nécessaires à la préparation de publications et la mise en oeuvre des activités de coordination, d'harmonisation et de liaison avec les organes, institutions et organismes internationaux.

Sous-programme 5 Commerce international et financement du développement

Tableau 18.17

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	2 604,5	2 559,8	—	—	2 559,8	464,9	3 024,7
Consultants et experts	25,7	63,4	—	—	63,4	11,9	75,3
Voyages	25,7	74,2	—	—	74,2	14,6	88,8
Total	2 655,9	2 697,4	—	—	2 697,4	491,4	3 188,8

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	1996-1997 Montant estimatif
a) Services d'appui à :			
i) Des organismes des Nations Unies	—	—	—
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—	—
b) Activités de fond	—	—	—
c) Projets opérationnels :			
PNUD	457,2	663,3	136,9
Sources bilatérales	297,1	939,8	430,5
Total	754,3	1 603,1	567,4
Total 1) et 2)	3 410,2	4 300,5	3 756,2

Tableau 18.18

Postes nécessaires
Programme : Commerce international et financement du développement

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	2	—	—	1	1	3	3
P-4/3	5	5	—	—	3	3	8	8
P-2/1	2	2	—	—	—	—	2	2
Total	10	10	—	—	4	4	14	14
Autres catégories								
Agents locaux	9	9	—	—	—	—	9	9
Total	9	9	—	—	—	—	9	9
Total général	19	19	—	—	4	4	23	23

- 18.38 Les activités entreprises dans le cadre du présent sous-programme visent à aider les pays de la région à concevoir des politiques et des mesures pour étendre les courants commerciaux, à leur offrir des informations analytiques et des recommandations de politique générale pour les aider à diversifier leurs relations commerciales et financières, et à contribuer à la formulation de stratégies régionales et à l'élaboration de politiques destinées à renforcer la capacité d'encourager l'épargne intérieure aux fins d'investissement.
- 18.39 Dans ce contexte, les activités prévues pour l'exercice biennal 1996-1997 porteront principalement sur les thèmes suivants : les tendances du secteur des échanges avec l'extérieur et l'analyse des options de politique commerciale, y compris la mise en oeuvre d'activités dans le domaine des politiques commerciales et du commerce extérieur; les relations économiques de l'Amérique latine et des Caraïbes avec les pays des principaux blocs commerciaux; le financement du développement et les politiques monétaires et financières en faveur du développement, et les aspects financiers des politiques sociales. Une attention particulière sera prêtée à l'élaboration de politiques et de mesures visant à élargir les courants commerciaux, ainsi qu'à la formulation de stratégies destinées à résoudre les problèmes posés par l'endettement extérieur.

Activités
1. Publications

Douze publications non périodiques. i) Évolution du secteur des échanges avec l'extérieur et évaluation des tendances prévues (2); ii) les succès et limites des réformes des politiques commerciales en Amérique latine et dans les Caraïbes; iii) les moyens de favoriser les exportations dans les pays de la région; iv) le rapport entre les tendances du commerce extérieur de la région et la modification des modes de production assortie de mesures d'équité sociale; v) les relations et coopération économiques entre l'Amérique latine et les Caraïbes et les pays développés à économie de marché; vi) l'économie des États-Unis; vii) l'économie du Canada (2); et viii) les relations économiques de l'Amérique latine et des Caraïbes avec les pays développés d'Asie et moyens d'action à l'échelon national, bilatéral et multilatéral pour élargir ces relations.

2. *Supports et services d'information*

CEPAL News (24 livraisons).

 3. *Groupes spéciaux d'experts*

Deux réunions d'experts chargés de donner des conseils sur i) les politiques commerciales de la région, en proposant et en analysant des modalités d'action; et ii) la coopération économique et financière avec les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est.

 4. *Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)*

Services consultatifs. Commerce extérieur, coopération économique avec les pays développés à économie de marché et coopération économique avec les pays d'Asie.

Ressources nécessaires (aux taux courants)
Postes

- 18.40 Dix postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et neuf postes d'agent local sont nécessaires pour la mise en oeuvre des activités prévues.

Consultants et experts

- 18.41 Le montant prévu (63 400 dollars) permettra de s'assurer les concours extérieurs nécessaires pour préparer les publications (36 100 dollars) et d'organiser deux réunions d'experts (27 300 dollars).

Voyages

- 18.42 Le montant prévu (74 200 dollars) couvrira les frais de voyage qui seront engagés pour participer à des réunions dans la région ou à l'extérieur et pour réunir les informations nécessaires à la rédaction de publications et d'études.

Sous-programme 6

Ressources naturelles et énergie

Tableau 18.19

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

<i>Objet de dépense</i>	<i>1992-1993 Dépenses</i>	<i>1994-1995 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Rééva- luation des coûts</i>	<i>1996-1997 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pour- centage</i>			
Postes	1 702,7	2 395,4	—	—	2 395,4	405,9	2 801,3
Consultants et experts	5,7	50,1	—	—	50,1	8,2	58,3
Voyages	16,1	57,4	—	—	57,4	11,6	69,0
Total	1 724,5	2 502,9	—	—	2 502,9	425,7	2 928,6

Tableau 18.19 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
			a) Services d'appui à :	
	—	—	i) D'autres organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	90,0	c) Projets opérationnels :	—
	39,5	—	PNUD	—
	0,7	357,1	PNUE	—
			Sources bilatérales	45,5
Total	40,2	447,1		45,5
Total 1) et 2)	1 764,7	2 950,0		2 974,1

Tableau 18.20

Postes nécessaires

Programme : Ressources naturelles et énergie

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	8	8	—	—	1	1	9	9
P-2/1	1	1	—	—	2	—	3	1
Total	10	10	—	—	3	1	13	11
Autres catégories								
Agents locaux	7	7	—	—	—	—	7	7
Total	7	7	—	—	—	—	7	7
Total général	17	17	—	—	3	1	20	18

18.43 Les activités qui seront exécutées au cours de l'exercice biennal 1996-1997 au titre de ce sous-programme porteront principalement sur la gestion des ressources naturelles et de l'énergie dans la perspective du développement, en particulier sur l'analyse des politiques de gestion intégrée des ressources en eau et de l'évolution des politiques énergétiques; l'exploitation des ressources naturelles et de l'énergie, compte tenu notamment de l'incidence de la législation relative à l'environnement sur les investissements dans le secteur minier; l'économie des ressources naturelles, des questions précises comme la fixation des prix en matière de gestion des ressources en eau; et la participation économique et financière des pays de la région à l'administration de la zone internationale des fonds marins.

18.44 Dans ce contexte, on fournira une aide à l'Organisation latino-américaine des mines, au Réseau de coopération pour la gestion intégrée des ressources en eau dans la perspective du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes et à l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE).

Activités

1. Publications

- a) *Dix publications non périodiques.* i) Politiques de gestion intégrée des ressources en eau des bassins hydrographiques de certains pays de la région; ii) étude comparée des modifications de la législation relative au secteur minier des principaux pays producteurs d'Amérique latine et des Caraïbes; iii) réformes des politiques énergétiques dans certains pays; iv) stratégies visant à préserver la biodiversité dans la région; v) progrès accomplis dans la mise en oeuvre des recommandations du chapitre 18 d'Action 21; vi) incidence de la législation relative à l'environnement sur les investissements dans le secteur minier; vii) fonctionnement des mécanismes de coopération adoptés par la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives et les poissons grands migrateurs en ce qui concerne les pays côtiers de la région; viii) rendement énergétique dans l'industrie et le secteur minier; ix) rôle des prix dans la gestion des ressources en eau; et x) formules de participation économique et financière des pays de la région à l'administration de la zone internationale des fonds marins, conformément aux négociations consacrées à la question à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer;
- b) *Publications techniques.* Monographies sur les politiques de gestion intégrée des ressources en eau des bassins hydrographiques de certains pays de la région (4).

2. Groupes spéciaux d'experts et travaux préparatoires connexes

Une réunion d'experts chargés de donner collectivement leur avis sur la gestion intégrée des ressources en eau des bassins hydrographiques nationaux de certains pays de la région.

3. Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)

- a) *Formation de groupe.* Procédures de gestion des ressources naturelles dans l'optique du développement durable (2);
- b) *Projets opérationnels.* Amélioration des procédures de prise de décisions en vue d'harmoniser la conception des politiques énergétiques et économiques, et évaluation des systèmes de gestion des ressources en eau dans les pays de la région.

4. Coordination, harmonisation et liaison

On continuera d'assurer la coordination et la liaison : i) dans le domaine du développement du secteur minier avec le Réseau de coopération pour la gestion intégrée des ressources en eau dans la perspective du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes; l'Association latino-américaine pour l'intégration (ALAI), l'Organisation latino-américaine des mines (OLAMI) et le Système économique latino-américain (SELA); et ii) dans le domaine de la mise en valeur des ressources énergétiques avec l'Association d'assistance mutuelle des entreprises pétrolières gouvernementales latino-américaines (ARPEL) et l'OLADE, ainsi qu'avec d'autres organismes en ce qui concerne l'application des accords figurant dans Action 21.

Consultants et experts

- 18.45 Le montant demandé (50 100 dollars) permettrait de financer les services spécialisés nécessaires à l'établissement de documents et publications (31 500 dollars) et d'organiser une réunion d'experts (18 600 dollars).

Voyages

- 18.46 Le montant prévu (57 400 dollars) couvrira les frais de voyage qui seront engagés pour participer aux réunions du Comité des ressources naturelles et pour établir les publications.

Sous-programme 7 Environnement et établissements humains

Tableau 18.21

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	670,2	1 191,8	—	—	1 191,8	218,9	1 410,7
Consultants et experts	25,7	58,1	—	—	58,1	12,3	70,4
Voyages	35,8	55,2	(21,0)	(38,0)	34,2	6,9	41,1
Total	731,7	1 305,1	(21,0)	(1,6)	1 284,1	238,1	1 522,2

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
			i) Des organismes des Nations Unies	
			ii) Des activités extrabudgétaires	
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	406,6	c) Projets opérationnels :	—
	800,8	903,1	PNUD	—
			Sources bilatérales	1 420,8
Total	800,8	1 309,7		1 420,8
Total 1) et 2)	1 532,5	2 614,8		2 943,0

Tableau 18.22

Postes nécessaires
Programme : Environnement et établissements humains

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	2	2	3	3
P-4/3	3	3	—	—	2	1	5	4
P-2/1	1	1	—	—	2	—	3	1
Total	6	6	—	—	6	3	12	9
Autres catégories								
Agents locaux	1	1	—	—	—	—	1	1
Total	1	1	—	—	—	—	1	1
Total général	7	7	—	—	6	3	13	10

- 18.47 Compte tenu de l'étroite interdépendance du développement et de l'environnement, les activités menées au titre de ce sous-programme pendant l'exercice biennal 1996-1997 viseront à appuyer la conception à l'échelon national des politiques et programmes de manière à doter la région des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans les domaines suivants : mise au point et promotion de systèmes intégrés d'information sur l'environnement pour les établissements humains; suivi d'Action 21 et contrôle de son application; examen de la corrélation entre l'évolution des modes de production et le développement durable; évaluation des progrès réalisés dans l'agriculture écologiquement viable et la gestion rationnelle des déchets; gestion des établissements humains dans l'optique de la transformation du processus de production dans l'équité, l'accent étant mis en particulier sur le secteur du logement et de l'aménagement urbain; et renforcement des moyens de gestion des pouvoirs publics grâce à la mise au point d'instruments et de méthodes d'administration des centres urbains qui préservent l'environnement.

Activités

 1. *Publications*

- a) *Six publications non périodiques.* i) Méthodes de collecte de données sur l'environnement urbain compatibles avec les systèmes d'informations économiques et sociales déjà en place; ii) obstacles d'ordre économique, institutionnel et juridique à la mise en oeuvre des mesures prioritaires recommandées pour la région dans Action 21; iii) incidences des restrictions dictées par l'environnement sur la structure des échanges internationaux de la région; iv) incidences sur la région des accords bilatéraux ou multilatéraux de libre-échange, compte tenu de l'évolution des politiques internationales et régionales dans le domaine de l'environnement; v) évolution du processus de transfert de technologie dans l'optique d'un développement durable; vi) modification des modes de production dans le secteur du logement et de l'aménagement urbain dans les pays de la région, et propositions tendant à sa modernisation;
- b) *Supports techniques.* Rapports régionaux analysant la mise en oeuvre des accords adoptés à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

2. Services fournis aux organes délibérants

Des services techniques et fonctionnels seront fournis à la réunion régionale annuelle des ministres du logement et de l'aménagement urbain et autres hauts responsables compétents de l'Amérique latine et des Caraïbes.

3. Groupes spéciaux d'experts

Trois réunions de groupes d'experts. i) Compatibilité entre les systèmes d'information sur l'environnement des différents pays et possibilité de créer des réseaux régionaux; ii) incidences économiques des négociations sur la réglementation, la gestion et la conservation de la diversité des ressources biologiques; et iii) progrès réalisés dans la modernisation et la normalisation des systèmes de construction de logements et d'infrastructures urbaines.

4. Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)

Services consultatifs concernant les systèmes et méthodes d'évaluation des coûts économiques et sociaux d'une gestion antiécologique des espaces urbains; mise au point et exploitation du Système d'information géographique et de systèmes de télédétection; développement agricole durable; gestion des établissements humains, l'accent étant mis en particulier sur la modernisation et la normalisation des systèmes de construction de logements et d'infrastructures urbaines; mise en oeuvre des recommandations issues des réunions ministérielles consacrées au logement et à l'aménagement urbain.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 18.48 Il est proposé de maintenir six postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et un poste d'agent local.

Consultants et experts

- 18.49 Le montant prévu, soit 58 100 dollars, permettra de financer la contribution de spécialistes à des documents traitant des conséquences pour la région des accords bilatéraux ou multilatéraux de libre-échange, compte tenu des politiques environnementales et des modes de production dans le secteur du logement et de l'aménagement urbain, y compris les propositions tendant à sa modernisation (24 700 dollars), et d'organiser trois réunions de groupes spéciaux d'experts (33 400 dollars).

Voyages

- 18.50 Le montant prévu (34 200 dollars) permettra de couvrir les frais de voyage occasionnés par l'établissement des publications et des rapports prévus dans le sous-programme. La diminution de 21 000 dollars correspond au montant d'un crédit non renouvelable ouvert pendant l'exercice biennal 1994-1995 pour couvrir les frais de participation à la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement et à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II).

Sous-programme 8 Population

Tableau 18.23

Prévisions de dépenses, par objet de dépense (En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	2 421,9	1 666,7	(21,4)	(1,2)	1 645,3	301,0	1 946,3
Consultants et experts	14,1	—	—	—	—	—	—
Voyages	35,0	39,3	(15,0)	(38,1)	24,3	4,6	28,9
Total	2 471,0	1 706,0	(36,4)	(2,1)	1 669,6	305,6	1 975,2

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1992-1993	1994-1995	1996-1997
	Dépenses	Montant estimatif	
a) Services d'appui à :	—	—	—
i) Des organismes des Nations Unies	—	—	—
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—	—
b) Activités de fond	—	—	—
c) Projets opérationnels :	3 958,3	2 347,5	—
FNUAP	—	—	—
Banque interaméricaine de développement	132,5	720,0	—
Organisation internationale des migrations	—	50,0	—
UNICEF	32,6	—	—
Sources bilatérales	1 566,2	1 890,4	3 074,1
Total	5 689,6	5 007,9	3 074,1
Total 1) et 2)	8 160,6	6 713,9	5 049,3

Tableau 18.24

Postes nécessaires
Programme : Population

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	3	2	—	—	—	—	3	2
P-4/3	2	3	—	—	8	4	10	7
Total	6	6	—	—	8	4	14	10
Autres catégories								
Agents locaux	5	5	—	—	—	—	5	5
Total	5	5	—	—	—	—	5	5
Total général	11	11	—	—	8	4	19	15

- 18.51 Le Centre latino-américain de démographie (CELADE), chargé d'exécuter les activités prévues au titre de ce sous-programme, s'emploiera principalement à rendre les pays de la région plus autonomes en matière d'étude et d'analyse démographiques, dans le sens d'une interdépendance plus poussée.
- 18.52 Ces activités consisteront à fournir une assistance technique et des moyens de formation, à promouvoir l'information et le transfert de technologie et à entreprendre des travaux de recherche appliquée pour prêter un appui aux pays de la région dans les domaines suivants : tendances démographiques et leurs causes et conséquences; prise en compte des variables démographiques dans les politiques et programmes sociaux et dans les projets d'investissements socio-économiques et analyse et conception de politiques et adoption de mesures d'intervention concernant les tendances de l'accroissement et de la répartition spatiale de la population et des groupes prioritaires déterminés. Les activités viseront également à renforcer la capacité des institutions nationales d'utiliser des données multidisciplinaires sur la population et à faciliter la transmission des données ainsi que l'échange des techniques appropriées et l'accès à celles-ci. Enfin, on privilégiera la formation du personnel des services nationaux dans le domaine des études démographiques et de l'intégration des facteurs démographiques dans les programmes et politiques de développement.

Activités

 1. *Publications*

- a) *Huit publications périodiques.* i) *Boletín Demográfico* (4); ii) *REDATAM informa* (2); iii) CELADE/Système de documentation sur la population en Amérique latine (DOCPAL); iv) Réseau d'information sur la population pour l'Amérique latine et les Caraïbes (IPALCA);
- b) *Douze publications non périodiques.* i) Estimations et projections démographiques (4 études); ii) suivi des tendances de la mortalité infantile; iii) tendances de la répartition spatiale de la population et de l'urbanisation en Amérique latine et dans les Caraïbes; iv) contribution de la démographie aux activités de programmation dans le domaine de la santé (fonds extrabudgétaires); v) incidences des tendances démographiques sur les politiques urbaines (fonds extrabudgétaires); vi) expériences d'intégration des variables démographiques dans des projets d'investissements socio-économiques (fonds extrabudgétaires); vii) tendances du phénomène des grossesses chez les adolescentes et ses incidences sur la condition de la femme (fonds extrabudgétaires); viii) situation et besoins des

- personnes âgées (fonds extrabudgétaires); ix) applications des logiciels en matière de population (fonds extrabudgétaires);
- c) *Supports techniques*. Base de données CELADE/DOCPAL sur la population (2); base de données sur les tendances démographiques et les politiques urbaines en Amérique latine (2) (fonds extrabudgétaires); applications de logiciels susceptibles de faciliter l'utilisation de données multidisciplinaires sur la population (2) (fonds extrabudgétaires); incidences des tendances démographiques sur les politiques urbaines des pays de la région (4) (fonds extrabudgétaires); et intégration opérationnelle des variables démographiques dans les politiques et programmes sectoriels d'éducation et de logement (fonds extrabudgétaires).
2. *Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)*
- a) *Services consultatifs*. Analyses démographiques à utiliser dans des plans et programmes de développement; estimations et projections démographiques pour certains pays ou secteurs; études sur la population et la santé; conception, suivi et évaluation de programmes sur les changements des tendances sociodémographiques; intégration des variables démographiques dans les programmes et politiques sociaux; conception, suivi et évaluation de programmes axés sur les groupes vulnérables de la population; travaux de recherche appliquée sur les migrations internes et internationales; et application du logiciel REDATAM-Plus et du Système d'information géographique pour intégrer les données démographiques dans la planification nationale, régionale et locale ou pour promouvoir l'utilisation des données géographiques et d'autres données démographiques dans des zones peu vastes;
- b) *Formation de groupe, séminaires et ateliers*. Méthodes d'utilisation des sources de données propres à faciliter la conception et l'application des politiques démographiques; méthodes d'utilisation des sources de données sur la répartition spatiale de la population, l'urbanisation et les migrations internes et internationales; utilisation de bases de données sur la population au niveau national; hautes études universitaires en matière de population et de développement (2); cours à l'échelon national, sous-régional ou régional consacré à l'analyse démographique dans l'optique du développement régional ou sectoriel (2); formation et coopération avec des universités et des organisations non gouvernementales de pays de la région en matière de programmation et d'intégration des cours sur les études démographiques; et relations entre les facteurs démographiques et divers problèmes de développement sectoriel et spatial (3);
- c) *Projets opérationnels*. Programme de coopération et d'échanges Agence canadienne de développement international (ACDI)/CELADE; logiciels génériques d'application du REDATAM-Plus/Système d'information géographique pour les questions de population propre à faciliter le développement local décentralisé; et bonne gestion des affaires publiques, population et transformation des modes de production dans l'équité.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 18.53 Il est proposé de transférer un poste P-5 à la rubrique Direction exécutive et administration en échange d'un poste P-4.

Voyages

- 18.54 Le montant prévu (24 300 dollars) couvrira les frais de voyage du personnel appelé à participer aux réunions de la Commission de la population et du développement et ceux liés à l'établissement des publications. La diminution de 15 000 dollars correspond aux frais de voyage du personnel affecté à la Conférence internationale sur la population et le développement.

Sous-programme 9 Développement social

Tableau 18.25

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	1 874,5	2 155,5	(21,4)	(0,9)	2 134,1	391,2	2 525,3
Consultants et experts	64,4	133,5	(54,7)	(40,9)	78,8	14,7	93,5
Voyages	48,8	107,7	(28,4)	(26,3)	79,3	15,6	94,9
Total	1 987,7	2 396,7	(104,5)	(4,3)	2 292,2	421,5	2 713,7

2) *Fonds extrabudgétaires*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds		1996-1997 Montant estimatif
			Montant	Pourcentage	
			a)	Services d'appui à :	
	—	—	i)	Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii)	Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b)	Activités de fond	—
	—	35,4	c)	Projets opérationnels :	—
	2,1	172,9		UNESCO	—
	468,1	793,6		PNUD	—
				Sources bilatérales	1 857,0
Total	470,2	1 001,9			1 857,0
Total 1) et 2)	2 457,9	3 398,6			4 570,7

Tableau 18.26

Postes nécessaires
Programme : Développement social

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	1	—	—	—	1	2	2
P-4/3	5	6	—	—	4	2	9	8
P-2/1	2	2	—	—	2	—	4	2
Total	10	10	—	—	6	3	16	13
Autres catégories								
Agents locaux	4	4	—	—	—	—	4	4
Total	4	4	—	—	—	—	4	4
Total général	14	14	—	—	6	3	20	17

- 18.55 Les activités prévues au titre de ce sous-programme seront axées sur l'établissement de données statistiques et d'indicateurs sociaux qui permettent d'analyser la situation sociale, l'élaboration et l'application de programmes de lutte contre la pauvreté; la définition de méthodes pour évaluer l'impact des programmes sociaux, l'analyse des expériences d'amélioration de la gestion des programmes sociaux, et l'analyse et la recommandation de mesures en vue d'améliorer la situation de certains groupes vulnérables de femmes et l'intégration dans la société des femmes en général. L'accent sera mis en particulier notamment sur les femmes dans le secteur non structuré, les femmes chefs de famille et les femmes vivant dans la misère.
- 18.56 Les activités prévues pendant l'exercice biennal 1996-1997 aideront les pays de la région à recommander d'autres types de développement, compte tenu des tendances du processus de transformation sociale.

Activités

1. *Services fournis aux organes délibérants*
 - a) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Trois rapports sur les activités menées par le secrétariat à présenter à la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes à sa septième session et aux réunions des présidents de cette conférence;
 - b) Des services fonctionnels et techniques seront fournis aux réunions des présidents de la Conférence régionale sur l'intégration des femmes au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes; et à la Conférence régionale sur l'intégration des femmes au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes à sa septième session (1997).
2. *Publications*
 - a) *Huit publications périodiques.* i) *Panorama social de América Latina* (2); ii) *Mujer y desarrollo* (4) (fonds extrabudgétaires); et iii) *Políticas sociales* (2);
 - b) *Neuf publications non périodiques.* i) Aspects institutionnels et organisationnels des politiques macrosociales; ii) méthodes d'évaluation de la rentabilité dans le domaine de l'éducation et application de méthodes d'analyse de la rentabilité à divers projets nutritionnels dans les pays de la région; iii) gestion des programmes et projets sociaux au niveau local et recensement des expériences

réussies de gestion de la politique sociale dans certains pays de la région (2); iv) étude comparative des progrès accomplis dans divers programmes nationaux de lutte contre la production, le transport, le trafic et la consommation des drogues; v) études sur les méthodes et procédures de prévention de l'abus des drogues (2); et vi) intégration des femmes au développement (2);

- c) *Supports techniques*. Deux études thématiques visant à rapprocher davantage la question des femmes du reste des travaux de la CEPALC.

3. *Groupes spéciaux d'experts*

Trois réunions de groupes spéciaux d'experts. i) Méthodes de gestion des programmes sociaux dans la région; ii) réforme des pouvoirs publics visant à améliorer la gestion des services sociaux; et iii) thèmes prioritaires découlant du programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes.

4. *Activités opérationnelles*

- a) *Services consultatifs* (fonds extrabudgétaires). Intégration des questions relatives aux femmes dans les questions de développement; méthodes de collecte et d'analyse de l'information statistique; et mécanismes adaptés à l'évaluation et au suivi des projets et programmes sociaux;
- b) Formation de groupe, séminaires, ateliers et bourses (fonds extrabudgétaires) portant sur les activités des organismes gouvernementaux, organisations non gouvernementales, universités et centres universitaires dans le domaine de l'intégration de la femme au développement, cours régional au siège à l'intention d'un groupe de responsables gouvernementaux et de maîtres de conférence dans le domaine des projets sociaux; et cours sur les méthodes de formulation et d'évaluation des programmes et projets sociaux à l'intention de responsables gouvernementaux (4).

5. *Projets opérationnels* (fonds extrabudgétaires)

Indicateurs de la situation sociale; politiques relatives aux populations autochtones; politiques en matière de santé; gestion des services sociaux; dialogue sociopolitique.

6. *Coordination, harmonisation et liaison*

On entretiendra une étroite coordination avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 18.57 Les ressources prévues doivent permettre de financer 10 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 4 postes d'agent local. Il est proposé de transférer un poste P-5 au sous-programme 4 (Développement industriel, scientifique et technique) en échange d'un poste P-4 de ce programme.

Consultants et experts

- 18.58 Les ressources prévues (78 800 dollars) comprennent un montant destiné à couvrir le coût des services de consultants (37 600 dollars) nécessités par l'établissement de publications et un montant de 41 200 dollars devant permettre d'organiser trois réunions d'experts. La diminution de 54 700 dollars correspond aux crédits spéciaux ouverts pendant l'exercice biennal 1994-1995 pour les activités menées dans le cadre des préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Voyages

- 18.59 Un montant de 79 300 dollars est prévu pour couvrir les frais occasionnés par l'établissement de publications, les consultations avec des responsables gouvernementaux et la participation aux réunions interinstitutions sur la question des femmes. La diminution de 28 400 dollars correspond au coût de la participation aux conférences et réunions mondiales organisées pendant l'exercice biennal 1994-1995.

Sous-programme 10

Statistiques et projections économiques

Tableau 18.27

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	3 228,0	3 670,4	—	—	3 670,4	668,2	4 338,6
Consultants et experts	16,7	53,6	—	—	53,6	10,5	64,1
Voyages	49,1	75,5	—	—	75,5	15,0	90,5
Total	3 293,8	3 799,5	—	—	3 799,5	693,7	4 493,2

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	—	c) Projets opérationnels :	
	91,6	292,9	Banque interaméricaine de développement (BID)	172,2
	79,1	320,4	PNUD	48,5
	62,5	137,2	UNICEF	—
	—	10,8	Sources bilatérales	—
Total	233,2	761,3		220,7
Total 1) et 2)	3 527,0	4 560,8		4 713,9

Tableau 18.28

Postes nécessaires

Programme : Statistiques et projections économiques

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		1994-1995	1996-1997
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	2	—	—	—	—	2	2
P-4/3	6	6	—	—	2	—	8	6
P-2/1	2	2	—	—	—	—	2	2
Total	11	11	—	—	2	—	13	11
Autres catégories								
Agents locaux	18	18	—	—	—	—	18	18
Total	18	18	—	—	—	—	18	18
Total général	29	29	—	—	2	—	31	29

- 18.60 Les activités de ce sous-programme consistent à tenir à jour un cadre statistique régional en développant la base de données et en mettant en place un mécanisme uniforme d'accès des utilisateurs, et à fournir des informations statistiques au secrétariat pour l'établissement de ses documents de fond. Sont également prévues la coopération avec les gouvernements dans l'adoption de nouveaux systèmes de comptabilité nationale et l'analyse des perspectives du développement à moyen et à long terme, en vue d'identifier les problèmes prévisibles et de proposer différentes solutions.

Activités

1. Services fournis aux organes délibérants

Des services fonctionnels seront fournis pour la réunion des chefs des services de statistique des Amériques qui se tiendra en 1996.

2. Publications

- a) *Publications périodiques : sept titres.* i) *Annuaire statistique de l'Amérique latine et des Caraïbes* (deux numéros); ii) récapitulation statistique et premier aperçu du panorama économique annuel de l'Amérique latine et des Caraïbes (deux numéros); iii) *Cuadernos estadísticos de la CEPAL* (cahiers statistiques) sur le commerce extérieur; iv) statistiques de la dette extérieure et indicateurs du financement extérieur (deux numéros);
- b) *Publications non périodiques : quinze titres.* i) Estimations de la répartition du revenu (deux numéros); ii) cas de paupérisme (deux numéros); iii) emploi, population active et autres indicateurs sociaux; iv) le nouveau Système de comptabilité nationale et les leçons à tirer de son application par les pays (deux numéros); v) statistiques du commerce extérieur; vi) statistiques du commerce extérieur selon le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises; vii) perspectives à moyen et à long terme du développement économique et social des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (deux numéros); viii) perspectives de l'économie internationale, particulièrement du point de vue des économies développées ayant un grand potentiel commercial et des articulations de la région avec l'extérieur (deux études); ix) projections à moyen et à long terme des variables macro-économiques et sectorielles (deux études);

- c) *Supports techniques.* Des banques de données seront organisées, développées et intégrées dans un système d'accès normalisé relié au réseau informatique de la CEPALC et au système d'information économique et social de l'Organisation des Nations Unies. On cherchera également à établir avec les services nationaux de statistique de la région une liaison télématique d'échange de données.

3. *Groupes spéciaux d'experts et activités connexes*

Trois réunions de groupes spéciaux d'experts portant : i) sur la répartition du revenu, le paupérisme et l'emploi, la population active et d'autres indicateurs sociaux; ii) sur les progrès du nouveau Système de comptabilité nationale; iii) sur les aspects méthodologiques et techniques des études prospectives et sur l'état d'avancement du système d'indicateurs.

4. *Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)*

- a) *Services consultatifs.* Système de comptabilité nationale; indicateurs sociaux et statistiques de l'état civil; enquêtes sur les ménages; élaboration de modèles économétriques et mise au point de techniques de projection économique;
- b) *Projets opérationnels.* Amélioration des calculs des comptes nationaux et d'autres statistiques économiques; amélioration des systèmes d'information sur les statistiques sociales.

5. *Coordination, harmonisation et liaison*

Coordination avec d'autres programmes et au niveau interinstitutions grâce à divers groupes de travail intersecrétariats s'occupant de statistique.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 18.61 Au total, 11 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 18 postes d'agent local seront affectés au programme pour l'exercice biennal 1996-1997.

Consultants et experts

- 18.62 Un montant de 53 600 dollars est prévu pour couvrir les services d'experts (23 500 dollars) qui participeront à la rédaction des publications et aux réunions de groupes spéciaux d'experts mentionnés ci-dessus.

Voyages

- 18.63 Un montant de 75 500 dollars est demandé pour couvrir les frais de voyage du personnel qui participera aux réunions de la Commission de statistique ainsi que les frais de voyage liés à la collecte des données exigées par les publications.

Sous-programme 11 Transports

Tableau 18.29

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	1 250,9	1 241,1	—	—	1 241,1	227,5	1 468,6
Consultants et experts	9,4	26,9	—	—	26,9	5,6	32,5
Voyages	12,2	27,0	—	—	27,0	5,4	32,4
Total	1 272,5	1 295,0	—	—	1 295,0	238,5	1 533,5

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1992-1993	1994-1995	1996-1997
	Dépenses	Montant estimatif	
a) Services d'appui à :			
i) Des organismes des Nations Unies	—	—	—
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—	—
b) Activités de fond	—	—	—
c) Projets opérationnels :			
Sources bilatérales	308,4	290,0	190,0
Total	308,4	290,0	190,0
Total 1) et 2)	1 580,9	1 585,0	1 723,5

Tableau 18.30

Postes nécessaires

Programme : Transports

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	4	4	—	—	—	—	4	4
Autres catégories								
Agents locaux	5	5	—	—	—	—	5	5
Total	5	5	—	—	—	—	5	5
Total général	9	9	—	—	—	—	9	9

- 18.64 Le sous-programme a pour objet d'aider les pays de la région à rendre plus efficaces l'administration et l'entretien des infrastructures et la gestion des services de transport, en renforçant les organismes publics et privés compétents. Les activités prévues à ce titre pour l'exercice biennal 1996-1997 intéressent surtout les secteurs suivants : a) administration générale des transports, y compris facilitation des opérations et services composant la chaîne de distribution du commerce extérieur; b) transport terrestre et urbain, notamment transport routier et ferroviaire; c) transport maritime et multimodal, aménagements portuaires en particulier.

Activités

1. Publications

- a) *Publication périodique. Bulletin FAL* (12 numéros);
- b) *Publications non périodiques*. Quatre titres : i) tarifs et mesures quantitatives non monétaires comme moyens de maîtriser l'utilisation de l'infrastructure des transports; ii) facteurs d'évolution à long terme du transport maritime; iii) le transport multimodal dans l'intégration régionale; iv) progrès de l'échange de données électroniques comme moyen de faciliter les échanges et les transports nationaux et internationaux en Amérique latine et dans les Caraïbes.

2. Groupes spéciaux d'experts

Deux réunions de groupes spéciaux d'experts chargés collectivement de fournir un avis i) sur la maîtrise de l'utilisation de l'infrastructure de transport; ii) sur la situation actuelle et les perspectives des transports multimodaux en Amérique latine et dans les Caraïbes.

3. Coordination, harmonisation et liaison

Coordination et liaison avec les organisations et organismes régionaux s'occupant de questions douanières, de transport terrestre et de transport maritime et multimodal.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 18.65 Au total, quatre postes d'administrateur et cinq postes d'agent local seront affectés au sous-programme.

Consultants et experts

- 18.66 Un montant de 26 900 dollars sera nécessaire pour financer les deux réunions d'experts mentionnées plus haut.

Voyages

- 18.67 Un montant de 27 000 dollars est prévu pour les missions d'établissement des faits, la collecte de données et les consultations avec des administrations nationales.

Sous-programme 12

Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale

Tableau 18.31

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	4 226,2	4 946,2	51,5	1,0	4 997,7	435,7	5 433,4
Autres dépenses de personnel	3,3	—	—	—	—	—	—
Consultants et experts	63,6	100,1	—	—	100,1	10,3	110,4
Voyages	100,0	146,9	—	—	146,9	16,2	163,1
Total	4 393,1	5 193,2	51,5	0,9	5 244,7	462,2	5 706,9

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif		1996-1997
				Montant estimatif
a) Services d'appui à :	—	—		—
i) Des organismes des Nations Unies	—	—		—
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—		—
b) Activités de fond	—	—		—
c) Projets opérationnels :	124,1	50,1		—
PNUD	—	127,0		253,0
UNEP	683,0	771,4		535,0
Sources bilatérales	—	—		—
Total	807,1	948,5		788,0
Total 1) et 2)	5 200,2	6 141,7		6 494,9

Tableau 18.32

Postes nécessaires

Programme : Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	2	—	—	1	—	3	2
P-4/3	14	14	—	—	2	2	16	16
P-2/1	5	5	—	—	—	—	5	5
Total	22	22	—	—	3	2	25	24
Autres catégories								
Agents locaux	17	17	—	—	—	—	17	17
Total	17	17	—	—	3	2	17	17
Total général	39	39	—	—	3	2	42	41

- 18.68 Dans le domaine du développement économique, on s'efforcera surtout d'analyser les moyens de consolider les fondements régionaux et nationaux du développement et d'étudier les questions de coordination macro-économique en Amérique centrale. Les activités de développement social seront axées sur l'analyse de la décentralisation et de la privatisation, l'intégration des femmes au développement, la dynamique des budgets sociaux et l'élaboration d'indicateurs sociaux. Les activités concernant l'intégration et les échanges avec l'extérieur seront centrées sur le renforcement de la position des pays d'Amérique centrale dans le mouvement d'intégration sous-régionale et dans leurs négociations commerciales avec leurs principaux partenaires. Dans le domaine du développement agricole, on cherchera essentiellement à déterminer les effets de la libéralisation du commerce, à analyser la viabilité de l'agriculture et à étudier l'activité des petits producteurs. Dans le secteur de l'industrie, les travaux porteront surtout sur les politiques et les institutions capables de faire évoluer les structures de production dans le sens de l'efficacité et de la compétitivité. On s'efforcera en particulier de promouvoir l'intégration du secteur de l'énergie en Amérique centrale et de renforcer les échanges d'énergie entre le Groupe des Trois et les pays d'Amérique centrale.

Activités
1. Services fournis aux organes délibérants

Services fonctionnels. Le secrétariat fournira des services techniques et fonctionnels aux sessions du Conseil d'électrification d'Amérique centrale et du Groupe régional centraméricain sur l'interconnexion, aux réunions des directeurs et chefs d'entreprise des sociétés de production électrique d'Amérique centrale, aux réunions des ministres responsables de l'intégration économique et du développement régional en Amérique centrale et aux sessions de la Commission interinstitutions pour la mise en oeuvre des décisions du Comité de coopération économique centraméricain et du Groupe consultatif régional pour l'intégration économique de l'Amérique centrale.

2. Publications

- a) *Publications non périodiques : 13 titres.* i) L'épargne des ménages et le développement des marchés financiers nationaux dans le cadre de la libéralisation financière au Mexique, en Amérique centrale et en République dominicaine; ii) la participation de la société civile à l'action de développement social; iii) les femmes et la société; iv) la concurrence régionale et la complémentarité économique de certains marchés d'Amérique latine et des Caraïbes; v) la constitution de zones de libre-échange en vertu d'accords sous-régionaux et régionaux; vi) l'évolution de l'intégration économique de l'Amérique centrale et du commerce régional; vii) les effets de la libéralisation du commerce sur la production agricole; viii) l'action du secteur associatif de production dans la restructuration agricole; ix) la viabilité de l'agriculture dans certains pays des Caraïbes; x) les effets de l'intégration économique sur la production; xi) les progrès de l'évolution des modes de production de l'industrie manufacturière en Amérique centrale; xii) l'offre d'hydrocarbures dans la sous-région; xiii) l'intégration du sous-secteur de l'électricité en Amérique centrale;
- b) *Documents techniques.* i) Tendances économiques dans la sous-région (20); ii) panorama économique du Mexique et de l'Amérique centrale (2); iii) statistiques économiques et sociales (2); iv) indicateurs sociaux (2); v) données du commerce en Amérique centrale et dans les Caraïbes (2); vi) production et commerce de produits manufacturés dans des pays de la sous-région (2); vii) données sur l'énergie (2).

3. Groupes spéciaux d'experts

Six réunions de groupes spéciaux d'experts. i) Leçons à tirer de la promotion de l'épargne aux fins du développement national et de la protection sociale; ii) position concurrentielle de l'Amérique centrale et complémentarité économique de certains marchés latino-américains; iii) mise en place d'accords sous-régionaux de libre-échange; iv) effets de la libéralisation du commerce sur l'agriculture de certains pays de la sous-région; v) activité des associations de petits producteurs d'Amérique centrale; vi) effets de l'intégration économique sur la production.

4. Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)

- a) *Services consultatifs.* Politiques économiques mondiales et analyse des politiques et des programmes de développement; politiques du commerce extérieur, négociations commerciales et intégration économique; développement et politiques agricoles; suivi des projets d'intégration régionale de la production électrique dans le Système d'interconnexion des pays d'Amérique centrale et des projets d'intégration entre le Groupe des Trois (Colombie, Mexique et Venezuela) et les pays d'Amérique centrale;
- b) *Formation de groupes, séminaires, ateliers et bourses.* Aspects techniques de l'offre d'hydrocarbures; évolution de l'offre d'hydrocarbures en Amérique centrale;
- c) *Projets sur le terrain.* L'énergie et le milieu naturel dans l'isthme centraméricain; la coopération régionale dans le secteur de l'électricité; commerce et investissement.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

18.69 Au total, 22 administrateurs et 17 agents locaux seront affectés à ce sous-programme.

Consultants et experts

18.70 Les ressources nécessaires (100 100 dollars) correspondent aux communications savantes pour les études et les publications (55 000 dollars) et à six réunions de groupes d'experts (45 100 dollars).

Voyages

- 18.71 Un crédit de 146 900 dollars est demandé pour les voyages liés aux missions d'établissement des faits, à la rédaction des publications, aux consultations avec les administrations publiques et à la participation aux réunions interinstitutions dans la région ou à l'extérieur et aux sessions des organes intergouvernementaux et non gouvernementaux.

Sous-programme 13

Activités sous-régionales dans les Caraïbes

Tableau 18.33

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	2 415,1	2 799,9	163,3	5,8	2 963,2	450,3	3 413,5
Autres dépenses de personnel	—	43,8	(43,8)	(100,0)	—	—	—
Consultants et experts	74,4	79,0	—	—	79,0	12,7	91,7
Voyages	60,2	63,0	—	—	63,0	10,0	73,0
Total	2 549,7	2 985,7	119,5	4,0	3 105,2	473,0	3 578,2

2) *Fonds extrabudgétaires*

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	2,8	230,2	c) Projets opérationnels :	
	—	—	FNUAP	260,0
	—	—	Banque de développement des Caraïbes	146,0
	—	—	Banque interaméricaine de développement	1 300,0
	93,0	97,6	Sources bilatérales	—
Total	95,8	327,8		1 706,0
Total 1) et 2)	2 645,5	3 313,5		5 284,2

Tableau 18.34

Postes nécessaires
Programme : Activités sous-régionales dans les Caraïbes

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	9	10	—	—	1	7	10	17
P-2/1	3	3	—	—	—	7	3	10
Total	14	15	—	—	1	14	15	29
Autres catégories								
Agents locaux	19	19	—	—	—	—	19	19
Total	19	19	—	—	—	—	19	19
Total général	33	34	—	—	1	14	34	48

- 18.72 Les activités du siège sous-régional pour les Caraïbes à Port of Spain continueront de privilégier les questions présentant un intérêt particulier pour le développement économique et social des pays membres du CDCC, l'accent étant mis sur la fourniture d'une assistance technique et de services consultatifs adaptés à leurs besoins spécifiques. Le siège sous-régional continuera en outre d'assurer le secrétariat du Conseil des Caraïbes pour la science et la technique (CCST). Le sous-programme sera axé sur la promotion de la coopération dans les domaines fonctionnels et sectoriels, tant entre les pays des Caraïbes eux-mêmes qu'entre ces pays et les pays de l'Amérique latine; la mise en place de programmes pour l'élimination des barrières linguistiques; et la situation et les besoins particuliers des pays des Caraïbes non indépendants. Il continuera également d'appuyer l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement et le suivi des recommandations issues de la Réunion sous-régionale des petits États insulaires en développement.
- 18.73 L'accent continuera d'être mis sur les aspects sociaux du développement des Caraïbes, et les questions intéressant les femmes et le développement, notamment l'assistance à apporter aux pays membres au titre du suivi de l'application des résultats du Sommet pour le développement social et la Conférence mondiale sur les femmes, respectivement. Des activités seront également consacrées à des questions telles que la population et le développement, compte dûment tenu des résultats de la Conférence mondiale sur la population; les résultats économiques et sociaux des pays des Caraïbes dans le contexte du développement économique à l'échelle mondiale et régionale; les secteurs de l'industrie et du tourisme; et les processus d'intégration en cours dans les Caraïbes.

Activités

1. *Services fournis aux organes délibérants*
 - a) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Cinq rapports devant être présentés au CDCC sur i) les réunions du CDCC, ii) les mesures prises pour donner suite aux décisions et recommandations du CDCC et d'autres organes des Nations Unies (2), et iii) sur la participation des pays membres aux travaux du CDCC (2);
 - b) *Services fournis aux organes délibérants.* Fourniture de services fonctionnels et techniques aux sessions annuelles du CDCC et aux réunions de son Comité de surveillance, ainsi qu'au CCST.

2. Publications

- a) *Publications périodiques. CARISPLAN Abstracts* (4);
- b) *Vingt-huit publications non périodiques.* i) Coopération dans les domaines économique et non économique entre les Caraïbes et l'Amérique latine, ii) relations économiques et autres entre les pays membres du CDCC, iii) analyse des questions de développement présentant un intérêt particulier pour les États insulaires en développement, iv) aspects de la question de l'égalité des sexes dans les Caraïbes, v) les femmes et le développement, vi) résultats de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes dans l'optique des Caraïbes, vii) aspects sociaux du développement dans la sous-région, viii) résultats économiques et sociaux des pays membres du CDCC (2), ix) politiques commerciales des pays membres du CDCC : perspectives et propositions, x) intégration économique des Caraïbes, xi) développement du secteur financier dans les Caraïbes, xii) l'évolution de la situation mondiale et régionale et ses répercussions sur les pays de la sous-région, xiii) la politique industrielle des pays de la sous-région (2), xiv) résultats et perspectives du secteur du tourisme dans les pays des Caraïbes, xv) statistiques environnementales des pays des Caraïbes, xvi) incidences environnementales et économiques du développement durable dans les pays de la sous-région des Caraïbes, xvii) *Major Statistical Publications — Abstracts*, xviii) *Selected Statistical Indicators* (2), xix) relations entre population, développement et pauvreté, xx) fécondité adolescente et relations socio-économiques, xxi) projections démographiques pour la sous-région des Caraïbes, 1990-2010, xxii) le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement et l'intérêt qu'il présente pour les pays membres du CDCC, xxiii) incidences du Programme d'action sur le développement économique et social de certains pays, xxiv) coopération pour le développement entre pays membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) (fonds extrabudgétaires), et xxv) organisation et gestion de la science et de la technologie dans la sous-région (fonds extrabudgétaires);
- c) *Supports techniques.* Base de données informatisée sur l'environnement, base de données régionale sur la science et la technologie, base de données bibliographiques et de textes complets pour l'accès à distance, incorporation de données sur le commerce entre les pays membres du CDCC dans la base de données et *Selected Statistical Indicators*, banque de données sociodémographiques, développement des systèmes informatisés de statistiques de l'état civil, et base de données sur les activités relatives au Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement.

3. Supports et services d'information

Bulletin d'information sur l'élimination progressive des barrières linguistiques entre les pays membres du CDCC, bulletin d'information sur les faits nouveaux en matière de commerce international, *Bulletin du CSTT* (8), *Current Awareness Bulletin* (20 numéros), et *Focus Newsletter*.

4. Groupes spéciaux d'experts

Huit réunions de groupes spéciaux d'experts et travaux préparatoires connexes. i) Questions relatives à la coopération pour le développement intéressant les pays membres du CDCC, ii) application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement et mesures de suivi pour les questions intéressant ces pays, iii) questions relatives à l'égalité des sexes dans les Caraïbes, iv) gestion et planification économiques dans les pays des Caraïbes, v) utilisation d'instruments économiques et financiers pour la réalisation des objectifs du développement durable, vi) services de vulgarisation technologique (CCST) (2) (fonds extrabudgétaires), et vii) groupe central du projet relatif à l'histoire de la science et de la technologie (CCST) (fonds extrabudgétaires).

5. Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)

- a) *Services consultatifs.* Le processus d'élimination progressive des barrières linguistiques afin d'accroître la coopération entre les pays membres du CDCC, suivi de certains aspects des résultats de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, les femmes et le développement, questions commerciales et financières internationales, planification du développement, industrie et tourisme, environnement et développement, science et technologie,

statistiques, application des décisions et recommandations adoptées à la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement; base de données nationales; fourniture de services consultatifs par l'intermédiaire du secrétariat de l'OECD aux États membres de l'OECD dans les domaines prioritaires de la coopération pour le développement entre ces pays; programmes de formation et services consultatifs à l'intention des pays membres du CDCC en matière d'application et d'évaluation de la politique démographique, d'intégration des questions de population à la planification du développement, de techniques d'analyse et d'évaluation démographiques, et d'analyse des données de recensement et des données d'état civil; mise en oeuvre des activités de suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement; et mise en oeuvre des activités de suivi relatives au Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement;

- b) *Projets opérationnels*. Services de vulgarisation technologique, histoire de la science et de la technologie dans la sous-région des Caraïbes, programme de vulgarisation scientifique et technologique dans la sous-région des Caraïbes, et intégration de la politique démographique dans la planification du développement.

6. *Coordination, harmonisation et liaison*

La coopération et la coordination continueront d'être assurées avec les organisations régionales et sous-régionales et d'autres entités oeuvrant pour la promotion du développement économique et social, ainsi qu'avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales s'intéressant à des questions telles que la coopération pour le développement économique et social, les femmes et le développement, les questions commerciales et financières internationales, le tourisme et l'industrie, la science et la technologie, les statistiques et la population.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 18.74 Au total, 15 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 19 postes d'agent local seront transférés au présent sous-programme, notamment des postes relevant de la direction exécutive et de l'administration à Port of Spain. Il est proposé de créer un poste P-4 pour un fonctionnaire chargé du suivi des activités liées à la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement; des ressources au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) avaient été prévues à cette fin en 1995.

Autres dépenses de personnel

- 18.75 Le montant de 43 800 dollars au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) approuvé dans le cadre du suivi de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement ne serait pas renouvelé si le poste P-4 mentionné dans le paragraphe précédent était créé.

Consultants et experts

- 18.76 Le montant prévu (79 000 dollars) se répartirait comme suit : 42 300 dollars au titre des consultants chargés de fournir des apports spécialisés pour l'établissement de publications et d'études et 36 700 dollars au titre de cinq réunions de groupes spéciaux d'experts.

Voyages

- 18.77 Le montant prévu à ce titre (63 000 dollars) permettra de couvrir les frais de participation aux réunions du Comité de surveillance du CDCC et aux sessions du CSTT, à des missions d'établissement des faits et à des consultations avec les gouvernements.

Sous-programme 14 Intégration et coopération régionales

Tableau 18.35

Prévisions de dépenses, par objet de dépense (En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	—	186,3	—	—	186,3	34,8	221,1
Consultants et experts	—	14,2	—	—	14,2	3,5	17,7
Total	—	200,5	—	—	200,5	38,3	238,8

2) *Fonds extrabudgétaires*

Provenance des fonds	1992-1993	1994-1995	1996-1997
	Dépenses	Montant estimatif	
a) Services d'appui à :			
i) Des organismes des Nations Unies	—	—	—
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—	—
b) Activités de fond	—	—	—
c) Projets opérationnels :			
Banque interaméricaine de développement	1 419,0	97,1	—
Sources bilatérales	—	43,8	—
Total	1 419,0	140,9	—
Total 1) et 2)	1 419,0	341,4	238,8

Tableau 18.36

Postes nécessaires

Programme : Intégration et coopération régionales

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
P-4/3	1	1	—	—	—	—	1	1
Total	1	1	—	—	—	—	1	1

- 18.78 Les activités prévues au titre de ce sous-programme mettront tout particulièrement l'accent sur la surveillance et l'évaluation de l'intégration économique et de la coopération régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes afin de veiller à ce que les mécanismes existants soient pleinement utilisés, voire renforcés. Les activités porteront essentiellement sur a) l'analyse des faits nouveaux survenus récemment dans les processus d'intégration économique, l'accent étant mis sur les possibilités offertes et les problèmes posés par les différents projets d'intégration, afin de formuler des propositions concernant l'orientation à leur donner dans l'avenir; et b) l'analyse des incidences réciproques des engagements pris dans le cadre des accords d'intégration ainsi que du contenu général et des différents instruments de la politique économique et sociale des pays de la région afin d'évaluer le degré de compatibilité entre les deux processus et de proposer les mesures à prendre pour faciliter leur convergence.
- 18.79 Les activités prévues au titre de ce sous-programme seront exécutées essentiellement par le biais d'échange d'informations et la tenue de consultations techniques avec les sièges sous-régionaux et les bureaux de la CEPALC dans divers pays, ainsi qu'avec la CNUCED, le SELA et le GATT.

Activités

1. Publications

Quatre publications périodiques. i) Évolution récente du processus d'intégration en Amérique latine et dans les Caraïbes; ii) les possibilités offertes et les problèmes posés par divers projets et sous-groupes d'intégration, iii) aspects sociaux du processus d'intégration et; iv) aspects institutionnels des divers processus d'intégration en cours dans la région.

2. Groupes spéciaux d'experts

Une réunion d'un groupes spécial d'experts, qui fournira des avis collectifs sur les problèmes inhérents à la mise en place d'un régime tarifaire extérieur commun et d'autres accords connexes.

3. Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)

Services consultatifs sur les projets d'intégration régionale, évaluation des politiques d'intégration et fourniture de services de coopération technique aux secrétariats des organes d'intégration sous-régionale.

4. Coordination, harmonisation et liaison

La coopération et la liaison continueront d'être assurées avec les organisations et entités régionales oeuvrant dans le domaine de l'intégration.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 18.80 Il est proposé de maintenir un poste d'administrateur pour ce sous-programme.

Consultants et experts

- 18.81 Un montant de 14 200 dollars est prévu pour convoquer une réunion d'experts. Les ressources nécessaires pour d'autres activités viendraient, le cas échéant, de la masse des ressources approuvées pour le programme de travail.

D. Appui aux programmes

Tableau 18.37

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	21 033,8	26 265,5	33,2	0,1	26 298,7	4 500,5	30 799,2
Autres dépenses de personnel	611,9	794,6	(6,2)	(0,7)	788,4	149,7	938,1
Consultants et experts	34,6	10,5	—	—	10,5	2,1	12,6
Voyages	136,0	42,7	—	—	42,7	7,6	50,3
Services contractuels	632,4	835,1	30,0	3,5	865,1	167,7	1 032,8
Frais généraux de fonctionnement	6 344,2	9 668,2	(1 918,2)	(19,8)	7 750,0	1 482,1	9 232,1
Fournitures et accessoires	1 034,7	1 180,7	(30,0)	(2,5)	1 150,7	210,3	1 361,0
Matériel	1 208,9	1 143,0	—	—	1 143,0	213,5	1 356,5
Amélioration des locaux	127,7	—	—	—	—	—	—
Total	31 164,2	39 940,3	(1 891,2)	(4,7)	38 049,1	6 733,5	44 782,6

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	2 186,3	816,0	a) Services d'appui à :	
			i) Des organismes des Nations Unies	643,2
			ii) Des activités extrabudgétaires	
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	—	c) Projets opérationnels	—
Total	2 186,3	816,0		643,2
Total 1) et 2)	33 350,5	40 756,3		45 425,8

Tableau 18.38

Postes nécessaires
Appui aux programmes

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	6	6	—	—	—	—	6	6
P-4/3	22	22	—	—	2	—	24	22
P-2/1	12	12	—	—	—	—	12	12
Total	41	41	—	—	2	—	43	41
Autres catégories								
Agents locaux	209	209	—	—	12	8	221	217
Service mobile	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	212	212	—	—	12	8	224	220
Total général	253	253	—	—	12	8	267	261

- 18.82 Les activités entreprises au titre de l'appui aux programmes comprennent la fourniture de services de conférence, d'information et de bibliothèque, la gestion des activités de coopération technique et les services administratifs et services communs.

Activités
1. Services de conférence

Les activités à ce titre, qui sont menées par la Division des documents et publications à Santiago et le Groupe des services de conférence et de documentation à Mexico, continueront de comprendre la fourniture de services de conférence aux réunions des organes directeurs de la CEPALC ainsi qu'à d'autres réunions intergouvernementales tenues sous les auspices de la CEPALC, ainsi que la traduction, l'impression et la reliure des documents et publications.

2. Services d'information

- a) Ces activités, menées par le Groupe des services d'information de Santiago, comprennent la publication de communiqués de presse, de résumés de travaux et de débats; l'établissement de brochures spéciales; la réalisation d'expositions et autres produits visuels; la production d'émissions de radio et d'audiocassettes d'informations, de documentaires et de magazines; et des activités de liaison avec les relais d'information;
- b) *Publications périodiques. Micronoticias* (hebdomadaire); *Notas sobre la economía y el desarrollo* (39); et *Crónicas de la CEPALC*.

3. Services de bibliothèque

Documentation technique. CEPAL INDEX; CEPAL CD-ROM.

4. Gestion des activités de coopération technique

Les activités à ce titre devraient permettre d'assurer la coordination des projets de coopération interrégionale, lors de leur élaboration, négociation et exécution.

- a) *Documents techniques*. Bulletin sur la CTPD/CEPD *Cooperation and Development* (6); rapport sur les arrangements institutionnels pour les activités de coopération technique entre pays en développement; et rapport, établi conjointement avec d'autres commissions régionales, sur les activités de promotion de la coopération interrégionale;
- b) *Services consultatifs*. Sélection et élaboration de programmes de coopération technique ou de propositions de projets; coordination avec les centres de liaison de CTPD d'autres commissions régionales pour la préparation, la négociation et l'exécution de projets de coopération interrégionale; définition des priorités de programmation régionale; établissement de propositions de projets; évaluation des dommages à la suite de catastrophes naturelles et formulation de projets de relèvement et de reconstruction; et élaboration de projets concernant la prévision des inondations et l'atténuation des dommages causés;
- c) *Gestion opérationnelle et projets extrabudgétaires*.

5. *Services administratifs et services communs*

La Division administrative et le Centre de calcul électronique fourniront des services pour la gestion des ressources humaines, l'administration financière et la planification des ressources, et l'utilisation des services communs et des services électroniques à l'appui de l'exécution du programme de travail. Les activités suivantes seront entreprises a) recrutement, affectation, organisation des carrières, administration et formation du personnel, soins médicaux et assistance aux fonctionnaires; b) planification des programmes, établissement du budget et du financement; c) services de gestion financière, systèmes de contrôle et services de trésorerie; d) services généraux (sécurité, communications, achats, transports, gestion des locaux, des archives et des dossiers); et e) services consultatifs, traitement électronique de l'information, administration du fonctionnement général des services administratifs, coordination des politiques et élaboration de directives.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 18.83 Les ressources en personnel demandées pour les activités menées au titre de l'appui aux programmes devraient permettre de financer 41 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 209 postes d'agent local et 3 postes d'agent du Service mobile. L'augmentation de 33 200 dollars découle i) du coût du reclassement dans la catégorie des administrateurs d'un poste d'agent local, qui avait été approuvé mais non financé pour l'exercice biennal 1994-1995; ii) du transfert d'un poste P-5 de Mexico à Santiago, en échange d'un poste P-4, pour le poste de chef des services financiers qui a été reclassé.

Autres dépenses de personnel

- 18.84 Les ressources prévues (788 400 dollars) comprennent un montant de 603 800 dollars au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté à des réunions) pour remplacer le personnel en congé et recruter du personnel supplémentaire pendant les périodes de pointe, et un montant de 184 600 dollars pour couvrir les heures supplémentaires et le sursalaire de nuit du personnel.

Consultants et experts

- 18.85 Les ressources demandées (10 500 dollars) permettraient d'obtenir des concours externes pour l'organisation de cours de rédaction spécialisés, en différentes langues, à l'intention du personnel.

Voyages

- 18.86 Les ressources prévues (42 700 dollars) permettraient de couvrir les frais de déplacement, à l'intérieur et à l'extérieur de la région, du personnel appelé à mener des consultations sur la coordination des programmes ainsi que sur des questions administratives, financières et de personnel.

Services contractuels

- 18.87 Les ressources prévues (865 100 dollars) se décomposent comme suit : i) 122 000 dollars pour les cours de langues à l'intention du personnel; ii) 151 400 dollars pour le coût de la traduction et de la révision de publications et de documents destinés à diverses réunions intergouvernementales; iii) 186 700 dollars, au titre du programme de publications pour les travaux contractuels d'impression et de reliure; iv) 1 700 dollars pour la production de supports d'information à l'intention du grand public; v) 365 600 dollars, au titre des services de traitement de l'information, pour couvrir le coût des bases de données et du logiciel de marque pour l'ensemble de la CEPALC; et vi) 37 700 dollars, au titre des services spécialisés, tels que l'abonnement à des services d'agence de presse et autres services.

Frais généraux de fonctionnement

- 18.88 Les ressources prévues (7 750 000 dollars), qui font apparaître une réduction de 1 918 200 dollars, se décomposent comme suit : i) 3 271 100 dollars au titre de la location et de l'entretien des locaux, dont une réduction des ressources allouées au bureau de Mexico découlant de la renégociation du bail et d'une diminution des locaux à usage de bureaux (2 308 700 dollars) et au bureau de Port of Spain (4 100 dollars), compensée en partie par une augmentation de 294 600 dollars pour la location de bureaux de pays de la CEPALC; ii) 28 900 dollars pour de petits travaux de transformation des locaux; iii) 550 900 dollars au titre des frais d'éclairage, chauffage, énergie et eau; iv) 249 100 dollars pour la location de mobilier et de matériel, dont une augmentation de 19 700 dollars compensée par des transferts de ressources de la rubrique entretien de machines de bureau; v) 2 180 600 dollars, dont une augmentation de 100 000 dollars, pour les communications; vi) 15 900 dollars pour les réceptions officielles; vii) 935 700 dollars pour l'entretien de machines de bureau, dont une diminution de 152 700 dollars transférés de la rubrique Frais généraux de fonctionnement; et viii) un montant de 517 800 dollars, au titre de services divers, dont une augmentation de 133 000 dollars compensée par des transferts de ressources de la rubrique Entretien de machines de bureau.

Fournitures et accessoires

- 18.89 Un montant de 1 150 700 dollars, accusant une diminution de 30 000 dollars transférés à la rubrique Services contractuels, est prévu pour l'achat de fournitures de bureau et d'accessoires pour les services informatiques et les activités d'information ainsi que de livres de bibliothèque.

Matériel

- 18.90 Les ressources demandées (1 143 000 dollars) devraient permettre de couvrir le coût des éléments ci-après : i) remplacement de machines de bureau (144 500 dollars); ii) matériel de traitement de données (309 700 dollars), y compris des serveurs de fichiers et du matériel informatisé de réseau local; iii) achat de matériel de bureautique (495 700 dollars) pour remplacer le matériel automatisé obsolète de l'ensemble de la CEPALC; iv) matériel pour les services de conférence (80 100 dollars), y compris du matériel spécialisé de traitement de texte, d'impression et de reproduction; v) matériel de transport (26 800 dollars), y compris le coût de l'entretien et des pièces détachées; vi) matériel de communications (46 400 dollars), y compris les frais d'entretien et de modernisation; et vii) matériels divers (39 800 dollars), tels que matériel médical et autres.
- 18.91 Comme les années précédentes, l'annexe ci-après donne une idée plus complète de la structure organique de la Commission, étant donné l'existence de bureaux sous-régionaux.

Annexe Postes permanents nécessaires par classe et par lieu d'affectation

Budget ordinaire

<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>	<i>Santiago</i>		<i>Mexico</i>		<i>Port of Spain</i>	
	<i>1994-1995</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1994-1995</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1994-1995</i>	<i>1996-1997</i>
SGA	1	1	—	—	—	—
D-2	1	1	—	—	—	—
D-1	11	11	1	1	1	1
P-5	22	23	3	2	1	1
P-4/P-3	74	73	14	15	10	11
P-2/1	22	22	9	9	3	3
Total	131	131	27	27	15	16
Personnel recruté sur le plan local	261	261	49	49	24	24
Service mobile	3	3	—	—	—	—
Total général	395	395	76	76	39	40

<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>	<i>Washington</i>		<i>Brasilia</i>		<i>Montevideo</i>	
	<i>1994-1995</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1994-1995</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1994-1995</i>	<i>1996-1997</i>
P-5	1	1	1	1	1	1
P-4/P-3	1	1	3	3	—	—
P-2/1	—	—	—	—	—	—
Total	2	2	4	4	1	1
Personnel recruté sur le plan local	4	4	3	3	—	—
Service mobile	—	—	—	—	—	—
Total général	6	6	7	7	1	1

<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>	<i>Buenos Aires</i>		<i>Total</i>	
	<i>1994-1995</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1994-1995</i>	<i>1996-1997</i>
SGA	—	—	1	1
D-2	—	—	1	1
D-1	—	—	13	13
P-5	1	1	30	30
P-4/P-3	1	1	103	104
P-2/1	—	—	34	34
Total	2	2	182	183
Personnel recruté sur le plan local	4	4	345	345
Service mobile	—	—	3	3
Total général	6	6	530	531